

## ***Romnja*<sup>1</sup>: Longue Vie aux Activistes (in)visibles !**

par Serena D'Agostino\*

Quand [Ethel Brooks](#) a été nommée *Board Chair* du [European Roma Rights Center](#) (Centre Européen des Droits des Roms) en 2016, je m'en suis ravie pour deux raisons en particulier. Primo, c'était la première fois que le *Board* du ERRC était présidé par un membre de la communauté Romani. Secundo, pour la première fois, il s'agissait d'une femme. Soudain, Ethel Brooks représentait la personification du *paradigme intersectionnel* sur lequel le Féminisme Romani était en train, depuis des années, de fonder son programme. Selon ce paradigme, les catégories structurant l'identité – comme le genre et l'ethnie – sont inséparables et interagissent entre elles de façon dynamique et créative. Grâce à la présence d'une académicienne américaine d'ethnie Rom à la tête du ERRC, l'idéal intersectionnel devenait donc tout à coup visible, manifeste.

Depuis quelques jours, [Nicoleta Bitu](#), une autre activiste et intellectuelle Romani, occupe le poste de *Board Deputy Chair* au [European Roma Institute for Arts and Culture](#) (Institut Romani Européen pour l'Art et la Culture), qui vient d'être établi à Berlin. Nicoleta Bitu est considérée comme une des personnalités les plus importantes du féminisme Romani en Roumanie et en Europe en général. Bien connue pour ses idées progressistes, elle est devenue un acteur politique influent (et souvent contesté) dans le secteur des politiques de développement et inclusion sociale des Roms dans son pays et ailleurs.

L'élection de deux femmes d'ethnie Rom à la direction de deux organisations connues au niveau Européen voire international a une forte valeur symbolique et rouvre le débat sur les droits des Romnja en général, et le rôle du genre dans les politiques d'intégration des Roms en Europe en particulier.

Au niveau politique européen, l'identité de genre a toujours occupé une place assez marginale dans le plus vaste discours sur l'inclusion socio-économique de la minorité Romani. Dans les deux dernières décennies, l'importance attribuée à ce sujet a connu des phases distinctes. La condition unique de marginalisation et discrimination vécue par les Romnja a été définie pour la première fois à l'échelle européenne à Séville en 1994, à l'occasion du *First Gypsy Congress of the European Union* (Premier Congrès Gitane de l'Union Européenne). Malgré ses limites, le congrès de Séville fut une étape significative dans

l'histoire de l'activisme des femmes Romani, car il produisit le *Romnea/Gypsy Women's Manifesto* (Manifeste des Femmes Gitanes), marquant le début du passage d'une politique Romani *gender-blind* à une interprétation plus *gender-conscious* de la discrimination raciale<sup>2</sup>.

Dès les années 1990, la bataille pour la reconnaissance des droits des femmes Rom ne s'est jamais arrêtée, même si sa visibilité a beaucoup fluctué suivant les intérêts et les priorités politiques du moment. Des concepts fondamentaux comme *discrimination multiple* et *discrimination intersectionnelle* ont commencé à faire partie officiellement du langage politique utilisé au sujet des droits des femmes Rom grâce aux efforts d'un assez petit groupe d'activistes Romnja. La présence de politiciennes Romani au sein du Parlement Européen, comme Livia Járóka, Viktória Mohácsi et Soraya Post, a contribué à institutionnaliser cette approche et à consolider « la question des femmes Rom » au-delà des frontières nationales.

Malgré les avancées importantes obtenues par ces activistes, la lutte pour l'affirmation des droits des Romnja est encore loin d'avoir atteint son but. Dans la plupart des pays européens, l'image stéréotypée de la femme Rom voleuse, illettrée ou même prostituée reste encore prédominante. Nonobstant le fait que toute violation des droits des Romnja a été ouvertement condamnée soit au niveau politique soit législatif<sup>3</sup>, les cas de discrimination restent d'actualité dans l'Union Européenne – où, par exemple, la stérilisation forcée est encore à l'ordre du jour dans certains états membres.

La stigmatisation des Romnja par la communauté majoritaire reste un défi quotidien. Entre les nombreux facteurs qui alimentent les préjugés, le manque de représentation des femmes Romani et de leurs droits joue un rôle essentiel. Le travail des activistes Romnja se transforme alors en outil de représentation, information et proclamation indispensable à réduire cet écart, et devient une *voix* nécessaire pour l'affirmation et la reconnaissance de ce groupe minoritaire intersectionnel.

L'activisme des femmes Rom a un double potentiel. D'un côté, il contribue à rendre visible la condition de subordination et marginalisation des Romnja. D'autre part, les avancées obtenues par les activistes (souvent avec un doctorat en poche, à la tête d'ONG et de projets d'inclusion sociale importants, ou, encore, auteurs d'études académiques influentes – comme Angéla Kóczé ou Alexandra Oprea) au niveau national et international

contribuent à détruire les clichés et deviennent un *role model* pour les nouvelles générations.

---

\* [Serena D'Agostino](#) est doctorante à l'[Institute for European Studies](#) (IES) de la *Vrije Universiteit Brussel*. Serena travaille dans le groupe de recherche [Migration, Diversity & Justice](#). E-mail: [serena.dagostino@vub.be](mailto:serena.dagostino@vub.be).

<sup>1</sup> *Romnja* signifie 'femmes Rom' (pl.) dans la langue Romani. Cet article utilise le terme *Rom* comme un substantif et/ou un adjectif, alors que le mot *Romani* est utilisé exclusivement comme un adjectif.

<sup>2</sup> Cf. Vincze Enikő, "The Racialization of Roma in the 'New' Europe and the Political Potential of Romani Women". *European Journal of Women's Studies*, 21(4) (2014): 435-442.

<sup>3</sup> Cf., par exemple, l'Arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) dans [l'Affaire V.C. c. Slovaquie](#) de 2011.